

QUESTIONS INTERNATIONALES.

FICHE TECHNIQUE SUR L'ORD.

L' ORD est l'organe de règlement des différends de l' OMC.

Il est issu du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (négociations du Cycle d'Uruguay 1986-1994), lequel est le principal accord de l'OMC.

Les Accords de l'OMC sont l'œuvre de négociations menées entre les gouvernements des pays membres.

C'est donc aux gouvernements membres, par l'intermédiaire de « l'Organe de règlement des différends », qu'il incombe de régler ces différends.

L'ORD est formé par tous les pays membres de l' OMC, lesquels sont représentés par des ambassadeurs ou des fonctionnaires de rang équivalent. Ceux-ci forment un Conseil Général, qui institue l'*Organe d' Appel*. (créé 1995).

Ce dernier est un organe permanent composé de sept membres qui ont un mandat de quatre ans, renouvelable une fois.

Il peut confirmer, modifier ou infirmer les constatations et les conclusions juridiques d'un groupe spécial.

Les groupes spéciaux ont pour tâche d'aider à énoncer des décisions ou recommandations, son rapport ne pouvant être rejeté que par consensus.

Lorsqu'ils sont adoptés par l'Organe de règlement des différends les rapports de l'Organe d'appel doivent être acceptés par les parties au différend.

L'Organe d'appel a son siège à Genève. Le Président actuel est le japonais Shotaro Oshima.

Un différend naît lorsqu'un gouvernement Membre estime qu'un autre gouvernement Membre viole un accord de l'OMC ou un engagement contracté dans son cadre.

Les différends soumis concernent pour l'essentiel des promesses non tenues.

Les membres de l'OMC doivent donc recourir au système multilatéral de règlement des différends au lieu de prendre des mesures unilatérales. Ils doivent appliquer les procédures convenues et respecter les jugements rendus

Une procédure de règlement des différends peu efficace existait dans l'ancien GATT.

Ce mémoire d'accord a mis en place un processus structuré, avec des étapes définies.

La procédure complète, jusqu'à la décision de la première instance, ne doit pas durer plus d'un an, ou 15 mois s'il y a appel ; En cas d'urgence (produits périssables) celle-ci est accélérée autant que possible.

Il empêche également un pays désavoué de bloquer une décision.

Les décisions sont adoptées automatiquement, un pays désireux de la bloquer devant amener tous les autres membres de l'OMC (y compris la partie adverse) à partager ses vues.

(Dans l'ancienne procédure du GATT, les décisions ne pouvaient être adoptées que par consensus, une seule opposition suffisait pour les bloquer).

La première étape est celle de consultations entre les gouvernements concernés. S'il n'y a pas d'accord, s'établit un groupe spécial. Son rapport final doit être communiqué aux parties.

Ce rapport devient ensuite une décision.

Il est toujours possible de faire appel aux consultations et à la médiation, peu importe l'étape du processus.

Si un pays a commis une faute, il doit la réparer sans tarder. Et s'il persiste à violer un accord, il doit offrir une compensation ou subir une punition assez sévère.

Aujourd'hui nous sommes au milieu de nouvelles négociations pour améliorer et clarifier le Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le processus s'est initié en 1997, devant être terminé en 1999.

En Novembre 2001, à la Conférence ministérielle de Doha, les gouvernements Membres établissent que la négociation devait être conclue en mai 2003, hors le 24 juillet 2003, la Session extraordinaire de l'ORD demandait davantage de temps.
Le Conseil général a accordé un délai extraordinaire d'un an, jusqu'en mai 2004.

Source : www.wto.org